

**CONSEIL MUNICIPAL du 12 juillet 2011 - 18heures30**  
**Résumé sommaire**

20 présents, 2 absents, 1 procuration, jusqu'au point 4, 19 présents, 3 absents, 1 procuration des points 4 à 6 (départ Patricia).

**0. Compte rendu du Conseil municipal du 23 juin 2011**

Adopté à l'unanimité.

**1. PLU : Intégration des lois « grenelle » dans le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables)**

Annie Marzin, adjointe à l'environnement et à l'urbanisme présente à l'assemblée l'état d'évolution du dossier de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), elle rappelle qu'une réunion publique s'est déroulée le 6 juillet 2011 présentant l'intégration des lois « Grenelle » dans les documents d'urbanisme. Elle précise que l'évolution réglementaire exige notamment la saisine de la Commission départementale de la consommation des espaces agricoles.

Conformément à l'article L 123-9 du code de l'urbanisme, elle ouvre le débat au sein de l'assemblée.

Rémy Strullu fait part de son inquiétude sur l'insuffisance de terrains disponibles pour accueillir une zone artisanale. Le Maire lui répond que la zone de Menez Kervern est contrainte par la loi littoral car elle est considérée comme n'étant pas en continuité d'urbanisme. Cependant, la commune peut toujours accueillir une activité économique compatible avec l'habitat dans les zones constructibles à vocation résidentielle, sous réserve de ne pas provoquer de nuisances.

Rémy Strullu demande si on ne pourrait pas prévoir une zone avec pignon sur rue qui puisse accueillir des artisans ? Le Maire précise que dans la compréhension actuelle de la loi littoral, il est difficile d'avoir de nouveaux projets de zone à vocation artisanale, si une nouvelle activité devait se créer, elle pourrait s'implanter sur la zone communautaire de Kerandoaré. Le DACOM (Document d'Aménagement Commercial) et la loi Barnier rendent difficile la création d'une nouvelle zone. La zone de Menez Kerguelen est en zone artisanale mais située en terrain privé donc sans maîtrise foncière de la Commune.

Le Maire constate que l'interprétation actuelle de la loi littoral conduit à l'abandon de zones interstitielles qu'ils n'ont plus, ni vocation agricole, ni, du fait de la loi, de vocation résidentielle. Il s'agit donc d'espace perdu qu'il conviendrait, selon lui, d'utiliser prioritairement aux espaces agricoles, même lorsqu'ils sont en continuité avec l'agglomération.

Au niveau de la surface des terrains, Alain Olivier trouve qu'il est contradictoire qu'un terrain de 3 000 m<sup>2</sup> doive être aménagé dans le cadre d'un schéma d'aménagement sans quoi il prendrait le risque d'être taxé. Le Maire l'informe que la surface nécessaire de terrain est appréciée en fonction de la possibilité ou non d'être desservi par l'assainissement collectif, la consommation d'espace étant jugée en moyenne communale. Alain Olivier se demande si de nouveaux habitants voudront encore venir construire sur des terrains de 500 à 550 m<sup>2</sup> ? Annie Marzin fait remarquer que toutes les Communes sont sur un même pied d'égalité, qu'il est nécessaire de densifier l'habitat autour des centres bourg et des axes de transports collectifs. L'impact du coût du transport est déterminant dans les choix d'installation des jeunes ménages qui calculent au plus près leur budget.

Les élus réaffirment leur volonté que PLOZEVET ne devienne pas une Commune dortoir.

Gaby Peton fait remarquer que le nombre de naissances diminue et les commerces ont du mal à se maintenir. Martine Le Bras précise que la création probable de la résidence de tourisme Arts & Vie redonnera probablement un souffle à l'activité économique.

Jean-Bernard Yannic précise que d'après les discussions avec les nouveaux arrivants, il s'avère que nombre d'entre eux se sont installés sur la Commune du fait des services disponibles à Plozévet : de l'école de la maternelle jusqu'au collège, le centre culturel, la médiathèque.

Le conseil municipal, après en avoir débattu (21 pour) adopte le nouveau PADD et autorise le Maire à engager la suite de la procédure.

## 2. Prix et qualité du service public de l'eau potable

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint et Président du syndicat des Eaux de Saint-Ronan présente le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable pour l'année 2010.

Le conseil municipal prend acte du rapport tel que présenté.

## 3. Prix et qualité du service public d'élimination des déchets

Le Maire présente le rapport pour l'exercice 2010 du service public de l'élimination des déchets, qui est géré par la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden. Le Maire précise que les déchets sont incinérés à Concarneau.

Le conseil municipal prend acte du rapport tel que présenté.

## 4. Prix et qualité de l'assainissement collectif et non collectif

Le Maire présente le rapport 2010 du service public de l'assainissement collectif et non collectif, dont les services sont gérés par la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden. Il précise qu'il y a une nouvelle délégation de services publics qui permettra maintenant de procéder à l'unification des nouveaux tarifs pour l'assainissement collectif.

Le conseil municipal prend acte du rapport tel que présenté.

## 5. Participation aux transports scolaires

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires rappelle que lors du dernier conseil municipal, il a été présenté le principe d'une prise en charge de la Commune aux transports scolaires et « transcool+ ». Elle précise que la Commune participait auparavant en qualité d'organisateur de second rang aux frais de transport. La commission action sociale, solidarité et affaires scolaires doit se réunir prochainement pour fixer les conditions d'application pour les enfants de Plozévet scolarisés en primaire ou au collège à Plozévet. Par ailleurs, le Maire rappelle que l'effort financier du Conseil Général du Finistère est important, environ 1 000€ par enfant transporté.

Il est également instauré un forfait « transcool+ » pour tous les scolaires du département qui donne accès de tous les transports du département sauf la ligne Quimper-Brest (pour éviter de concurrencer le train). Pour les jeunes de Plozévet, l'assemblée propose de prendre en charge la moitié des frais de « transcool+ ».

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour) autorise le Maire à engager le remboursement auprès des familles et prévoit la dépense au budget, la commission sera chargée d'organiser les modalités d'application.

## 6. Tarifs publics scolaires

Le bureau municipal propose de maintenir les tarifs des services périscolaires de l'école Georges Le Bail pour la rentrée 2011-2012.

		2010-2011	Nouveau tarif
<b>Restaurant scolaire</b>			
Repas enfant		2,35 €	2,35 €
Repas adulte		4,40 €	4,40 €
<b>Garderie scolaire</b>			
Par jour et par enfant	Matin	1,60 €	1,60 €
Par jour et par enfant	Soir	1,90 €	1,90 €
Par jour et par enfant	Matin & soir	3,30 €	3,30 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour) est favorable au maintien des tarifs pour l'année scolaire 2011-2012.

## 7. Marchés Publics : avenants en moins-value extension Ecole Georges Le Bail

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint présente les avenants en moins-value pour l'extension de l'école Georges Le Bail.

LOT 2 - Ossature bois, bardage :

Montant initial du marché :	106 000,00 € H.T.
Nouveau montant :	101 033,52 € H.T.
soit une moins value de	4 966,58 € H.T. (- 4,69 %)

Lo 3 - LE BARON, titulaire du lot 3 - Ossature métallique, métallerie :

Montant initial du marché :	92 662,69 €HT
moins value de	3 675,90 € H.T. (- 3,97 %)
Montant du marché :	88 986,79 €HT

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour) autorise le Maire à signer les avenants tel que présentés et prévoit la dépense au budget.

## Informations diverses

*Les prochaines dates de rencontres, évènements, travaux et réunions sont présentés à l'assemblée municipale, ainsi que les prochaines manifestations.*

Les élus remarquent une augmentation de l'incivilité de la part de la population depuis le début des vacances scolaires, ils déplorent également un vol aux services techniques.

Jeudi 21 juillet à 18h30, commission Action sociale.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures 30.